

# Prisonniers politiques en Tunisie

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 21 décembre 2024

*Dans le cadre de la Journée de solidarité internationale avec les prisonniers d'opinion tunisiens du 21 décembre, ENSEMBLE! est signataire d'un appel à leur libération et à un rassemblement à Paris. Cet appel soutient les défenseur·es des droits des migrant·es subsaharien·nes et affirme notre solidarité avec le mouvement social tunisien.*

## Appel à la libération des prisonniers politiques et d'opinion en Tunisie

Par **un collectif**. Appel publié le 16 décembre sur le site de la [LDH](#).

Depuis le coup d'État du président Kaies Saïd au mépris de la Constitution le 25 juillet 2021, la Tunisie s'est transformée en une vaste prison pour tous ceux qui ont une opinion contraire à l'autorité de fait en place.

Ce sont des hommes politiques et des secrétaires généraux de partis ou associations de la société civile arrêtés en raison de leur approche critique. Certains d'entre eux sont en détention depuis vingt-deux mois sans procès, en violation flagrante de la loi sur la détention préventive. Ils risquent la peine de mort au prétexte de « complot contre la sécurité de l'État », sans preuve d'aucun délit, nonobstant leur désaveu de la pratique autoritaire du régime. Certains d'entre eux sont transférés d'une prison à l'autre, au motif de représailles.

Ce sont des journalistes qui ont cru en leur métier et

l'ont fait en toute honnêteté, des hommes d'affaires condamnés à de lourdes peines de prison parce qu'ils ont refusé le chantage du régime, des activistes de la société civile qui ont aidé les migrants confrontés au racisme des autorités et à la violation de leurs droits les plus fondamentaux, des blogueurs qui ont exprimé leur opinion sur les réseaux sociaux pris au piège du décret 54 qui criminalise la liberté d'opinion et d'expression et fait du chef de l'État tunisien un être sacré placé au-dessus de toute critique et de tout compte à rendre.

La Tunisie n'a jamais connu dans son histoire un nombre aussi élevé de prisonnières arrêtées et poursuivies pour leur lutte politique pacifique, leur travail journalistique, leur engagement solidaire ou leur activisme civique.

En résumé, la Tunisie, autrefois exemple de liberté et de démocratie dans la région arabe, s'est transformée en un désert médiatique où les médias publics et privés rivalisent de louanges à l'égard des décisions des autorités, où toute opinion libre est absente et où le travail politique et de défense des droits de l'homme est devenu un motif de criminalisation et une porte d'entrée pour la prison.

[...]

**Pour lire la suite de [l'appel et voir la liste des signataires...](#)**